



La crise du bassin du lac Tchad a exposé les communautés déplacées et hôtes à d'importants risques de protection, les femmes et les filles étant particulièrement vulnérables, entraînant des taux élevés de violences basées sur le genre (VBG) et un accès extrêmement limité aux services de prévention et de réponse de VBG et en matière de santé reproductive. Les normes sociales et les traditions culturelles de longue date favorisent les schémas d'inégalité entre les sexes et de violence à l'égard des femmes et des filles, qui n'ont été que aggravés par le conflit. Les tendances et la persistance de la VBG sont étroitement liées aux normes sociales et aux stratégies d'adaptation des communautés de la sous-région. Les violences sexuelles liées aux conflits - y compris, mais sans s'y limiter, l'enlèvement de femmes et de filles, le mariage forcé et le travail forcé - ont créé des besoins particulièrement importants dans les zones difficiles d'accès. En outre, les survivants font face à une stigmatisation sociale aigüe à leur retour, car ils sont souvent suspectés d'avoir sympathisé avec des groupes extrémistes. L'impact et la fréquence des violences basées sur le genre sont exacerbés et amplifiés par cette crise de cinq ans qui a déplacé plus de 2,6 millions de personnes ayant fui leur domicile à la recherche de sécurité et de protection, et qui a entraîné plus de 10 millions de personnes dans le besoin d'aide humanitaire ([Lake Chad Crisis HRP 2018](#)).

Un certain nombre d'États donateurs et d'acteurs humanitaires travaillant dans les pays du bassin du lac Tchad sont également partenaires de l'appel à l'action mondial sur la protection contre la violence basée sur le genre dans les situations d'urgence. En travaillant avec les gouvernements et les organisations de la société civile, les partenaires de l'Appel à l'action devraient tirer parti de leur engagement mondial en faveur d'une action collective et de la responsabilité pour renforcer de manière significative leur réponse à la VBG dans la région du lac Tchad. Cela inclut un soutien important à la feuille de route de l'appel à l'action 2018-2019 pour le Nord-Est du Nigéria.

Voici des exemples de besoins de protection contre la VBG dans le contexte du lac Tchad

Cameroun

Au Cameroun, deuxième pays le plus touché par la crise du lac Tchad, les femmes et les filles continuent d'être exposées à la violence basée sur le genre. L'accès à la population touchée reste difficile; les acteurs humanitaires ont dû suspendre temporairement leurs opérations début juin après un raid armé dans la région de l'extrême Nord ([Cameroon HNO 2018](#); [OCHA 19/06/2018](#)). Les groupes armés continuent d'utiliser les femmes et les enfants comme kamikazes dans le bassin du lac Tchad. Les survivants d'enlèvements qui retournent dans leurs communautés sont gravement stigmatisés et le financement de l'aide à la protection, aux moyens de subsistance et à la réintégration des survivants est limité.

Tchad

Plus de 2270 cas de VBG ont été signalés en 2017. Bien que certains survivants bénéficient d'un soutien psychosocial, l'assistance médicale et juridique reste limitée. Les survivants des zones reculées n'ont pas accès aux soins de santé - et à une assistance médicale vitale - en raison des insuffisances dans la couverture des services et du sous-financement des cliniques mobiles. L'impunité et la faiblesse du système judiciaire entravent l'accès à la justice ([OCHA 05/03/2018](#)). Le nombre de cas de VBG est probablement beaucoup plus élevé, car les survivants, préoccupés par la peur et la stigmatisation, ne sont pas forcément aptes à se manifester, les voies de recours restent insuffisantes et d'autres aspects empêchent les survivants de signaler les cas. Les évaluations multisectorielles entreprises en 2018 illustrent cela, les femmes et les filles dans 20 sites de déplacement à Ngouboua, dans la région du Lac, ayant cité le mariage forcé et précoce ainsi que la violence conjugale parmi leurs principales préoccupations de protection ([OCHA 07/02/2018](#)).

Niger

Le conflit a aggravé la vulnérabilité des femmes et des filles, qui étaient déjà confrontées aux taux les plus élevés de mariages d'enfants, de mariages précoces et de mariages forcés, ainsi que de faibles taux de scolarisation. Les attaques répétées de Boko Haram ainsi que les opérations militaires continuent d'entraver la fourniture de l'aide humanitaire ([UNHCR 31/07/2018](#); [OCHA 11/06/2018](#)). La situation a encore exacerbé la vulnérabilité, en particulier chez les enfants exposés aux risques d'abus, de violence et d'exploitation.

Nigéria

On estime que 2,9 millions de personnes dans le Nord-Est ont besoin de protection contre la violence basée sur le genre. Les femmes et les adolescentes risquent de subir des violences sexuelles lors de la collecte de bois de chauffage, ce qui met

en danger non seulement leur santé physique et mentale, mais aussi limite également leur liberté de mouvement et leur accès aux moyens de subsistance. La violence sexuelle se produit également à la maison, sur le chemin de l'école, mais aussi pendant les activités d'assistance humanitaire (par exemple, les distributions) ([CARE 31/01/2018](#); [31/01/2018a](#); [Nigeria HNO 2018](#)). Les femmes et les filles qui sortent de Boko Haram sont souvent confrontées à un grand nombre de problèmes d'intégration, allant de la nécessité d'un soutien sanitaire et psychologique à long terme à la stigmatisation d'avoir été enlevées et forcées de vivre avec le groupe armé, ou encore en revenant enceinte ou avec des enfants nés à la suite de viols.

Priorités de prévention et de réponse aux VBG dans le bassin du lac Tchad:

1. **Fournir une réponse** à la violence sexuelle liée au conflit
2. **Prévenir** l'exploitation sexuelle et la maltraitance des femmes et des filles déplacées et dans les communautés hôtes
3. **Briser** le cycle de la violence domestique
4. **Soutenir** et sensibiliser les communautés pour identifier des alternatives et renforcer les mécanismes de prévention et de réponse au mariage des enfants, au mariage précoce et au mariage forcé
5. **Renforcer** l'accès à la justice et aux services pour les survivants de VBG
6. **Réduire** les inégalités entre les sexes et autonomiser les femmes et les filles, notamment en améliorant l'accès à l'éducation, à la santé, à la participation politique et au contrôle économique
7. **Engager les hommes** en tant que partenaires actifs pour la redevabilité envers les femmes et les filles et leur autonomisation

Les interventions essentielles et vitales visant à réduire les risques des violences basées sur le genre auxquels sont confrontées les femmes et les filles constituent une composante essentielle, mais insuffisamment financée, de la réponse humanitaire. Outre l'impact sanitaire et psychosocial de la VBG sur les survivants, la stigmatisation contribue également à une rupture de la cohésion communautaire et réduit les capacités de protection de la communauté. Si elles ne sont pas prises en compte, les cicatrices laissées par la violence basée sur le genre entraveront la résilience et le rétablissement éventuel des communautés sortant de crises humanitaires. Inversement, cela aura un impact négatif sur la capacité renforcée de mieux faire face aux conflits et de réduire l'exposition des femmes, des filles, des garçons et des hommes à la violence.

Recommandations aux gouvernements, aux donateurs et aux acteurs de la réponse

- 1 **Mettre en œuvre une approche cohérente pour lutter contre la violence basée sur le genre à travers le nexus humanitaire, développement, paix:** La situation de la VBG dans le bassin du lac Tchad doit être analysée en termes de prévention, d'atténuation et de réponse au niveau communautaire afin de produire une réponse efficace et concertée. Les services médicaux, la gestion des cas et le soutien psychosocial, la sûreté et la sécurité, la santé mentale, l'accès à la justice et la coordination doivent être interconnectés dans la réponse.
- 2 **Renforcer l'identification des priorités et des besoins par les femmes, les filles et les acteurs actifs dans la prévention et la réponse à la GBV:** L'inclusion et la participation directe des personnes et des communautés affectées doivent être encouragées dans les évaluations et les interventions humanitaires. Tous les acteurs humanitaires doivent veiller à ce que les voix des femmes et des filles soient entendues et incluses dans les évaluations et les analyses. Sur la base des besoins identifiés, les acteurs de la VBG peuvent cibler plus efficacement les interventions de prévention, de réponse et d'atténuation de la VBG, et susciter une réponse autour de la protection communautaire et des groupes locaux.
- 3 **Promouvoir la responsabilité grâce à une coordination renforcée et à la participation des femmes et des filles:** Il est essentiel d'élever la voix des femmes et de renforcer leur participation au système humanitaire, aux prises de décisions communautaires et aux structures de gouvernance formelles afin de mettre en place une réponse durable et locale à la violence basée sur le genre dans les sous-régions. En 2018, des progrès ont été réalisés entre les communautés et les acteurs de la violence basée sur le genre pour améliorer l'accès à la santé génésique en cas de crise et pour améliorer les systèmes de prévention des VBG en atténuant les facteurs de risque et en renforçant les stratégies de protection des communautés.

4

Intégrer la prévention et la réponse à la VBG dans toutes les interventions humanitaires: Tous les partenaires humanitaires sont responsables d'intégrer l'égalité des genres et la VBG dans tous les aspects des interventions humanitaires. L'analyse et la prévention de la VBG restent insuffisantes dans les secteurs et les zones géographiques. Des investissements sont requis de la part de tous les partenaires humanitaires et des donateurs, pas seulement des agences mandatées par la protection, pour lutter contre la violence basée sur le genre. Les approches normalisées de la prévention, de l'atténuation et de la riposte à la VBG dans le bassin du lac Tchad amélioreront en outre les résultats des programmes de résilience/rétablissement destinés aux personnes vivant dans des zones touchées par une crise. Outre le renforcement des services directs de lutte contre la violence basée sur le genre pour les victimes, le renforcement des capacités de toutes les parties prenantes concernées, y compris les autorités nationales et locales, les forces de sécurité, les communautés déplacées et d'accueil, doit être renforcé.

5

Améliorer le suivi des réponses: La présence limitée d'acteurs de la VBG pour répondre aux besoins de la population affectée peut être renforcée par l'amélioration des indicateurs et du suivi des réponses, en plus de travailler en partenariat avec les acteurs locaux de la VBG et d'accéder à des financements pluriannuels pour fournir des services d'intervention complets. Une analyse complète des données est nécessaire pour éclairer le plaidoyer, la planification, la mise en œuvre, le suivi, l'apprentissage et l'évaluation des interventions en matière de VBG afin de dupliquer les approches efficaces.

6

Renforcer la prévention de l'exploitation et des abus sexuels dans toute la réponse: Il est essentiel de maintenir le caractère civil et humanitaire des sites de déplacés et des zones nécessitant une assistance vitale pour assurer l'accès à la protection et à l'aide humanitaire et prévenir les cas d'exploitation et d'abus sexuels. Les négociations sur l'accès humanitaire, la coordination civile-militaire, et la planification de la réponse rapide devraient prendre en compte la problématique hommes-femmes et intégrer la violence basée sur le genre. Afin d'atteindre les femmes et les filles avec une protection et une intervention sanitaire vitales, les acteurs humanitaires doivent être autorisés à atteindre les personnes ayant besoin d'aide dans des zones difficiles d'accès.

Insuffisance de financement dans la réponse à la VBG

Sur les 1,6 milliard de dollars demandés par les organisations humanitaires en 2018 pour fournir une assistance vitale et aider les communautés à reconstruire leurs vies et leurs moyens de subsistance, seulement \$164 480 910 (10%) du plan régional d'intervention humanitaire étaient destinés aux activités de protection. La situation actuelle en matière de financement est encore plus désastreuse: moins de 4% des fonds nécessaires pour prévenir, atténuer et répondre à la VBG dans le bassin du lac Tchad ont été reçus à ce jour en 2018 ([Lake Chad Crisis HRP 2018](#)).

Le GBV AoR est une Domaine de Responsabilité au sein du Cluster Globale pour la Protection. C'est le forum global pour la coordination et la collaboration dans le cadre de l'approche sectorielle sur la prévention et la réponse à la violence base sur le genre dans les contextes humanitaires. Le forum compte 20 organisations membres.